



**HAL**  
open science

## Les réseaux seconds en politique. Prosopographie des conseillers généraux socialistes du Morbihan au XXe siècle (1898-2004)

François Prigent

### ► To cite this version:

François Prigent. Les réseaux seconds en politique. Prosopographie des conseillers généraux socialistes du Morbihan au XXe siècle (1898-2004). L'OURS. Hors-série Recherche socialiste, 2008, 42, pp.38-54. halshs-00472633

**HAL Id: halshs-00472633**

**<https://shs.hal.science/halshs-00472633>**

Submitted on 12 Apr 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Les réseaux seconds en politique. Prosopographie des conseillers généraux socialistes du Morbihan<sup>1</sup> au XX<sup>e</sup> siècle (1898-2004)**

Echelle centrale dans l'implantation d'une force politique, le canton et ses élus s'apparentent à un angle mort de la recherche<sup>2</sup>. Ces élections, au scrutin uninominal vecteur de notabilité, se situent à l'intersection des votes d'envergure nationale qui impriment les pesées politiques et mobilisent ouvertement les milieux partisans, durcissant les tendances, et des scrutins locaux, porteurs d'un brouillage des clivages lié à une moindre politisation des enjeux municipaux, revendiquée par les organisations. Terre de mission jusqu'aux années 70, la Bretagne offre un profil militant des conseillers généraux décalé par rapport à la pyramide sociale des adhérents et aux cercles dirigeants du milieu socialiste<sup>3</sup>. C'est tout l'objet de ce portrait collectif sur le long XX<sup>e</sup> siècle consacré aux conseillers généraux socialistes dans le Morbihan.

L'expression « réseaux seconds<sup>4</sup> » interroge la complexité de la structuration et du fonctionnement d'un milieu partisan<sup>5</sup>. L'analyse procède d'une hiérarchisation mettant en avant ces réseaux de rang 2, plus ou moins contrôlés par les centres partisans dominants. Mesurant le degré et les modalités de l'imbrication des matrices militantes qui innervent le milieu socialiste, les réseaux seconds traduisent l'enracinement au niveau départemental, au-delà du décompte des scores électoraux, du dénombrement des élus ou des effectifs militants. Placés en position intermédiaire, les têtes de réseaux se comportent en filtre et/ou relais entre les groupes politiques dirigeants qui composent l'organisation partisane et les filières d'élus locaux élargies à la gauche situées dans l'orbite socialiste tout en entretenant un lien assez distant avec la fédération. Ils nouent des relations enserrées dans des réseaux égocentrés<sup>6</sup>, unissant des cercles militants concentriques, tissu de liens ou interactions qui rendent visibles les idées socialistes. Ces réseaux captent l'assentiment des électeurs, cimentés par une identité commune, au minimum le vote. L'homogénéité des réseaux seconds, relativement autonomes en périphérie des espaces partisans, est contrebalancée par l'atonie des relations entre les éléments de ce réseau, qui s'apparente plus à une somme de filières personnalisées.

A l'échelle socialiste, l'impression de faiblesse prédomine dans le Morbihan, département dirigé successivement par les républicains radicaux dans l'entre-deux-guerres puis par la droite conservatrice<sup>7</sup>. Seuls 37 conseillers généraux socialistes sont recensés au XX<sup>e</sup> siècle, pour un total de 54 mandatures, au regard d'un volume total estimé de 315 élus socialistes dans l'Ouest breton. Quelle est l'histoire de ce groupe d'élus sur le siècle dans le Morbihan ? Un profil spécifique des conseillers généraux se dégage-t-il par rapport aux autres réseaux socialistes ? Comment évaluer l'insertion des trajectoires au sein des différents réseaux, espaces et milieux socialistes ?

### **Implantation des réseaux seconds**

A partir de cartes non publiées<sup>8</sup>, la spatialisation des réseaux seconds<sup>9</sup> met en lumière l'allergie au socialisme. Le bloc conservateur rural et chrétien, au centre du Morbihan, est

<sup>1</sup> Voir les 37 trajectoires de conseillers généraux socialistes dans le « Dictionnaire des militants ».

<sup>2</sup> Colloque de Rennes (2006) organisé par Jean Le Bihan sur le canton. Jacques Girault et alii, *L'implantation du socialisme en France au XX<sup>e</sup> siècle*, PUS, 2001 (Philippe Nivet et Fabienne Greffet). « Les pouvoirs locaux dans l'Ouest 1935-1953 », in ABPO, n°3, tome 103, 1996.

<sup>3</sup> François Prigent, « Les trajectoires socialistes face aux enjeux de la modernité. Identités et réseaux du PS en Bretagne (1968-2004) », colloque du BREIS, *Les socialistes dans l'Ouest*, 30 septembre 2006. A paraître.

<sup>4</sup> Concept s'inspirant des travaux en histoire moderne, fertiles sur les réseaux, portant sur la noblesse seconde.

<sup>5</sup> Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti Socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Belin, 1997

<sup>6</sup> Voir « Réflexions sur les liens : les réseaux égocentrés », en conclusion du dossier.

<sup>7</sup> David Bensoussan, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale. Les droites bretonnes dans l'entre-deux-guerres*, Fayard, 2006. Michel De Galzain, *Histoire du conseil Général du Morbihan*, 1979.

<sup>8</sup> Titre des 4 cartes : « L'allergie au socialisme », « Les maires socialistes (1909-2001) », « Longévité et nombre des conseillers généraux socialistes », « Typologie des espaces socialistes cantonaux ».

<sup>9</sup> Voir « Aera socialista: réseaux et espaces », en conclusion du Dossier.

formé de 22 cantons contigus, exceptions faites du Faouët (filiales démocrates-chrétiennes) et de Lanester (contre-sociétés communistes) situés hors de ce môle. Ces faiblesses du milieu partisan qui présente épisodiquement des candidats sous l'étiquette socialiste épousent parfaitement les zones de plus forte pratique religieuse, maillées par un réseau d'écoles privées. Encadrant les formes de sociabilité, la trame des réseaux catholiques de la noblesse réactionnaire résiduelle a bloqué l'implantation socialiste, ce que confirme la pérennité de la fermeture des comportements politiques, en dehors du littoral républicain décrit par André Siegfried, mais acquis à la droite depuis la Libération<sup>10</sup>. L'enracinement des maires socialistes au XX<sup>e</sup> siècle atténue ce jugement binaire. Le mitage des terres blanches par des pôles socialistes isolés à l'échelle communale défait la cohérence des aires de répulsion. Inversement, la longévité et le nombre de conseillers généraux socialistes esquisse la fragilité du glissement à gauche de certains terroirs socialistes, privés de relais locaux depuis les années 68. La comparaison des forces socialistes jusqu'au renouvellement de 2004 déconstruit en partie l'homogénéité des zones blanche et rouge, ancrée dans l'imaginaire collectif de la géopolitique du Morbihan<sup>11</sup>. Le traitement systématique des scores socialistes par cantons affine encore ces analyses.

La pluralité de tempéraments politiques du Morbihan offre une typologie de la nature des réseaux socialistes cantonaux. Berceau de la SFIO, le pays de Lorient se détache nettement. En 1898, la victoire du docteur Lessien à Hennebont marque la conjonction du vote républicain laïque et de l'assise ouvrière au sein de la Fédération Socialiste de Bretagne (FSB). Un double phénomène explique la séquence 1928-34 qui enregistre la fin du désert militant de la SFIO : le gain de la couronne rurale (Pont-Scorff) par le biais d'une intense campagne de terrain de L'Hévéder et la captation du vote radical, grâce à un tissu militant dense dans les cantons urbains (Svob, Le Bourgo-Moysan), qui investit de front les réseaux syndicaux, coopératifs, anticléricaux et associatifs. En dépit de coupures dans l'implantation (Pont-Scorff) confinant à une implantation minimale (Lorient), ces fiefs sont conservés entre 1945 et 1979. A partir de 1982, le redécoupage lié à l'extension de l'aire urbaine accroissent ces viviers de conseillers généraux, implantés dans les réseaux PS, conformes aux mutations du recrutement militant (Scanvic, Le Normand, Métairie, Jétain). Au final, l'ancienneté et la vigueur de l'implantation incorporent une translation des statuts de ces élus, passant des figures dirigeantes (maires et députés) aux cercles seconds (relais, soutiens, proches).

L'histoire socialiste du nord du département repose quant à elle sur une implantation datant de 1945 sur les terres républicaines. Les transfuges radicaux (Kergaravat, Le Moënic, Montmayer, Bigno) accélèrent l'emprise de la SFIO qui supplante les anciennes filiales bleues entre 1945 et 1976, phénomène bien établi à l'échelle régionale. L'attraction de la SFIO, recentrée sur les cadres radicaux défenseurs de la laïcité, s'accompagne d'une dislocation des réseaux conservateurs, la Résistance faisant émerger des contre-sociétés communistes dans le Centre Bretagne. Depuis les années 70, la fragilisation de l'implantation PS nourrit les processus de distanciation avec des élus indépendants (classés divers gauche), pouvant facilement rompre les liens avec le parti. Défenseurs des relais laïques, les opposants solitaires, mis à l'écart de la gestion institutionnelle de Ihuel puis du « système Marcellin »<sup>12</sup> après 1964 dévoilent un contraste paradoxal entre la sous représentation de la gauche et le maintien de notables socialistes ancrés sur des réseaux personnels (Le Moënic). Les

---

<sup>10</sup> Les dernières décennies ont tendance à transformer le littoral morbihannais en « riviera », avec l'accueil de nouvelles populations plus riches et plus âgées, enclines au vote très conservateur.

<sup>11</sup> Le nord-ouest, acquis à la SFIO en 1945, élit une majorité d'élus de droite depuis les années 60. Les cantons de l'Est, souvent une seule fois, dénotent une implantation limitée à des têtes de pont sans relais militants, en incapacité de conserver durablement ces espaces cruciaux malgré l'ouverture du vote PS aux filiales chrétiennes.

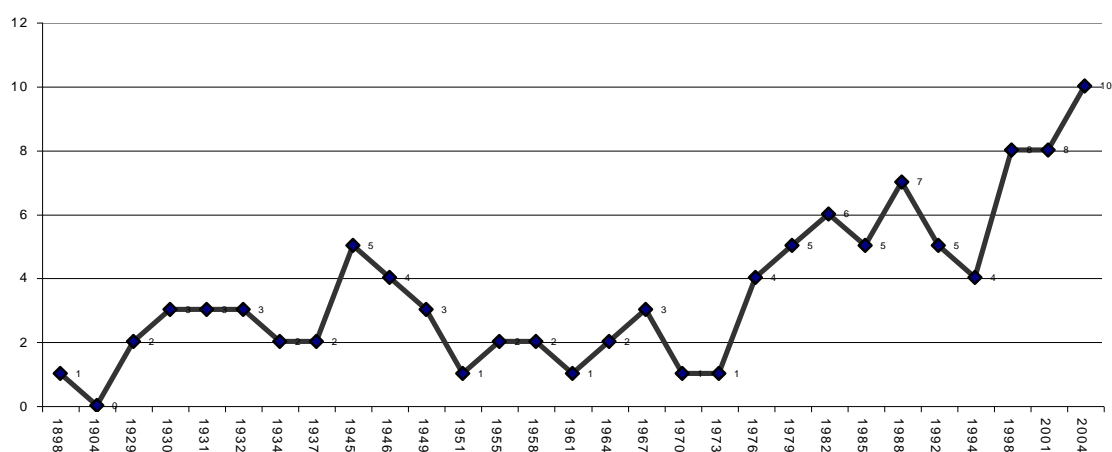
<sup>12</sup> Eric Alary, « Raymond Marcellin : l'exemple d'une implantation politique locale et le début d'une carrière nationale », in Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, *La recomposition des droites en France à la Libération (1944-1948)*, PUR, 2004.

parenthèses temporaires (Le Coutaller, Montmayer, Le Priol), la concurrence communiste (Guémené, Lorient, Hennebont) et les dissidences vers la droite (Thomas) sanctionnent la rétraction du nombre d'élus à l'assemblée départementale, signe de la faiblesse du rang 2 de la structuration partisane pour les bâtisseurs Le Coutaller, Guélard/Allainmat qui dirigent la SFIO entre 1945 et 1975.

Autre catégorie de cantons, les terrains militants de la génération Mitterrand consacrent l'apparition des matrices chrétiennes progressistes, détachés du bloc conservateur catholique par le biais de réseaux avancés (JAC, CDJA, PSU<sup>13</sup>, CFDT...), signe du rattrapage du vote socialiste, accentué dans l'Ouest de la France durant les « années tournant du PS » (1973-1979). Les recompositions des équilibres internes et les transferts géopolitiques procèdent des mutations profondes de la société bretonne (inversion du rapport à la religion, transformations socio-économiques...), concomitantes de l'intégration de ces nouvelles filières au sein du socialisme version PS. Au regard de la Bretagne, le Morbihan accuse un retard chronologique dans les conquêtes du PS, timorées à l'est du département. Incarnée par les victoires chocs de Rouxel (1976) et Le Rohellec (1979), la coupure générationnelle est un trait commun du principal réservoir d'élus des 30 dernières années. Limité à 8 cantons, ce mouvement de progression saccadée (+2 en 1976, +2 en 1988-94, +2 en 1998, +2 en 2004) est doublé d'alternances immédiates, car seul Vannes-Ouest envoie 2 élus socialistes au conseil général. Symbole de ces transferts dans l'audience socialiste, Pellois devient en 2001 président du groupe PS, après les lorientais Jégouzo (1982-85) et Berthy (1985-2001).

Dernier sous-groupe, les cantons marqués par la montée des influences urbaines, comme à Pontivy (amalgame entre mouvances laïques apparues autour de Masson et pôles CFDT, forts dans l'agro-alimentaire et le salariat médian, incarnés par Le Roch), à Ploërmel et Guer (la pénétrante de la RN rappelle le rôle des axes ferroviaires dans l'introduction du socialisme en Bretagne) ou La Roche-Bernard et Allaire (poids des enclaves ouvrières placés dans l'orbite de Saint-Nazaire et de Redon, réseaux socialistes en échos). Le plus faible poids des métropoles au niveau des cantons, au contraire de la prépondérance de Brest, Nantes ou Rennes, participe aussi dans le Morbihan du retard des gauches.

Tableau 1 : Nombre d'élus socialistes au Conseil Général



<sup>13</sup> Tudi Kernalegenn et François Prigent, *L'implantation du PSU en Bretagne : réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 50 - années 80)*, journée d'études IEP de Rennes, 8 février 2007.

Tableau 2 : Les phases d'implantation socialiste dans les Conseils Généraux de l'Ouest breton

	Avant 1945	1945-73	1973-98	Après 1998	Total
<b>Total</b>	22	59	146	88	315
<b>Morbihan</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>14</b>	<b>10</b>	<b>37</b>
Côtes d'Armor	2	30	41	20	93
Finistère	7	12	35	24	78
Loire Atlantique	7	7	36	22	72
Ille-et-Vilaine	1	2	20	12	35
<b>Morbihan/Bretagne</b>	22.7%	13.8%	9.6%	11.3%	11.7%

Seul département à ne pas avoir encore été géré par la gauche socialiste, le Morbihan compte pour 11.7% des 315 élus socialistes en Bretagne, soit 3 fois moins que les Côtes d'Armor, en « haut à gauche » dans le processus de conversion socialiste de la Bretagne, accentué à chaque élection depuis 1981<sup>14</sup>, avec les expériences Clec'h (1947-49), Josselin (1976-97) et Lebreton (1997-2008). En proportion identique à leurs homologues d'Ille-et-Vilaine, tombée à gauche en même temps que la région en 2004 (Tourenne), les socialistes morbihannais atteignent la moitié des élus du Finistère (gagné par Maille en 1998) et de Loire-Atlantique (pris en 2004 avec Maréchal). Dans les rythmes comparés de croissance, la période clé de l'ascension miterrandienne est ratée dans le Morbihan (3 fois moins de nouveaux élus). Depuis 1998, le retard se creuse avec un taux de croissance 2 fois moins rapide, mais dans les autres scrutins les décalages sont minimes dans les profils du Morbihan et de la Bretagne.

Réceptacle des recompositions des réseaux, le conseil général, modèle réduit de laboratoire socialiste<sup>15</sup>, révèle 4 périodes d'implantation. Avant 1945, profitant de l'assise ouvrière laïque autour de Lorient, la SFIO morbihannaise apparaît en pointe, au même titre que les quartiers populaires des villes bretonnes (Nantes, Saint-Nazaire, Brest, Rennes, Saint-Brieuc). Les réseaux socialistes amoindris s'apparentent aux trames classiques de l'enracinement socialiste. Les ancrages ouvriers et urbains du bastion lorientais s'inscrivent dans un contexte politique minoritaire, articulés autour des matrices laïques et stimulés par la vague de politisation des années 30 qui substitue à l'affrontement Bleus/Blancs un clivage Rouges/Blancs dans lequel les socialistes occupent une position pivot, assurant un premier contact avec les espaces ruraux (dans le canton de Pont-Scorff, l'électorat paysan républicain s'arrime à la SFIO comme dans le Trégor morlaisien). Le second demi-siècle s'ouvre sur une nouvelle configuration avec la captation de l'électorat républicain. L'élaboration d'un tissu d'élus locaux maille le territoire puis s'étiolé dès les années 50<sup>16</sup>. Entre 1945 et 1973, l'implantation dans les anciennes terres républicaines du nord-ouest apparaît fragile et peu durable. Le lent basculement vers le PS à partir de 1976, brisé dans les années 80, diffuse les progrès socialistes, réguliers depuis 1998. Le cycle de rénovation du PS, porté par la génération des années 68, redessine les frontières du milieu socialiste. La transformation s'opère contre l'identité SFIO discréditée, à partir de blocs chrétiens détachés du camp conservateur, innovants en terme de pratiques militantes. L'introduction au sein du PS d'un vécu militant et de matrices de politisation, forgés dans des structures culturellement externes au milieu socialiste, sur la base de liens noués avec les syndicats (SNI, CFDT), les organisations de jeunesse (JOC, JAC, CDJA), le PSU ou les réseaux d'actions catholiques comme l'ACO, impulse l'ouverture du vote socialiste<sup>17</sup> et la construction d'une force

<sup>14</sup> François Prigent, « Les élus socialistes en Bretagne. Réseaux, trajectoires et identités des années 30 aux années 80 », in Christian Bougeard, *Un siècle de socialismes en Bretagne. De la SFIO au PS (1905-2005)*, PUR, 2008.

<sup>15</sup> François Prigent, « Contribution à l'analyse des « laboratoires » politiques. Le modèle des réseaux socialistes bretons depuis les années 60 », université d'été de la Fédération PS du Finistère, 15 septembre 2007. A paraître.

<sup>16</sup> La SFIO est en perte de vitesse face au PC, empêtrée dans un contexte défavorable : alliances de troisième force, contradictions des guerres coloniales, tarissement des viviers militants. En 2008, la désagrégation en cours des contre-sociétés communistes s'avère une réserve potentielle pour les réseaux PS bretons.

<sup>17</sup> Jean Guiffan, « A la gauche du seigneur », in *Place publique*, Nantes, 2007.

électorale dominante à gauche. Dans le Morbihan, l'afflux d'élus PS (1973-79), absorbant souvent les notables de gauche, est d'autant plus limité que les pôles urbains sont moins importants que dans les autres départements. Les difficultés internes du PS dans le Morbihan<sup>18</sup> sont à l'origine d'une hémorragie prolongée par la crise des années 90. La vague (inachevée) de rattrapage est assez puissante depuis 1998, sans franchir la barre symbolique des 10 élus. La tendance à la hausse du PS amorce des gains de sièges dans les 4 types de cantons précités. Ce réseau d'élus en construction pose l'hypothèse d'une montée substantielle du PS entre 2008 et 2011, renforcée par le PC (2 élus) et les DVG (3 élus).

### **Portrait de groupe : sociographie, implantation, trajectoires**

La prosopographie des parcours met en exergue les profils sociaux des élus, la mobilisation ou l'investissement de filières plurielles dans les itinéraires. Méthode très utilisée par les historiens des élites de l'Antiquité au 19<sup>e</sup> siècle (travaux de Eric Anceau sur les députés du Second Empire ou de Christophe Charle sur les intellectuels), la sociographie des trajectoires collectives est « *la mise en rapport de notices biographiques individuelles pour partir à la recherche de facteurs discriminants sociaux, générationnels, culturels qui éclairent la variété des engagements, leurs rythmes, leurs formes, leurs natures. (...) Sa vocation est de rendre compte de la complexité des engagements et de découvrir des logiques inexplorées*<sup>19</sup> ». Parmi les critères retenus pour élaborer un portrait de groupe figurent les indicateurs socioprofessionnels, croisés de multiples façons (origines, générations...) pour éviter un point de vue écrasant des années 1968-2004, période de véritable révolution sociale dans l'Ouest.

Tableau 3 : Comparaison des profils sociologiques des Conseillers Généraux bretons

Professions	Côtes d'Armor	Finistère	Loire-Atlantique	Ille-et-Vilaine	Morbihan	Total
Enseignants	21	24	12	15	18	80
*Universitaires	0	9	3	4	0	16
*Professeurs	15	8	7	6	11	37
*Instituteurs	6	7	2	5	7	27
Agriculteurs	17	12	4	1	3	37
Médecins	14	3	2	0	2	21
Cadres supérieurs	9	8	10	10	9	46
Commerçants	6	4	0	0	1	11
Professions libérales	6	0	1	0	0	7
Entrepreneurs	5	3	0	0	1	9
Fonctionnaire	4	7	11	0	0	22
Ouvriers	3	7	5	4	3	22
Employés	2	4	10	0	0	16
Militaire	1	2	0	1	0	4
Marins	0	1	0	0	0	1
Indéterminés	6	3	17	4	0	30
Total	93	78	72	35	37	315

Dans les Côtes d'Armor, le poids des notables s'explique par l'absorption des milieux radicaux (transfuges d'élus à la Libération). La place des instituteurs et des paysans révèle la proportion forte et distribuée sur le territoire des filières laïques et chrétiennes, correspondant à un double moment d'implantation. Le Finistère se construit aussi autour d'un double substrat : SFIO (réseaux laïques paysans et enseignants, le décollage profitant au groupe des élus universitaires, cadres majeurs du PS) et chrétiens de gauche (assise ouvrière autour de Arsenal, poids des classes moyennes rurales). En Ille-et-Vilaine et en Loire-Atlantique, les élus appartenant aux CSP+ témoignent du rattrapage électoral socialiste à partir des années 70, en phase avec la sociologie électorale des classes moyennes urbaines salariées, acquises au PS depuis les années 80. Au niveau chronologique, l'Ille-et-Vilaine, dont les réseaux

<sup>18</sup> Archives Privées Philippe Meyer.

<sup>19</sup> Michel Dreyfus, Claude Penner, Nathalie Viet-Depaule, *La Part des Militants*, L'Atelier, 1996.

s'élaborent en deux temps (génération 1973 puis vague de 1998) se distingue de la Loire-Atlantique aux racines SFIO affermies, marquée par les progrès linéaires du vote socialiste. Le corpus des conseillers généraux du Morbihan adopte un profil mixte entre ces histoires socialistes bretonnes. Groupe social prédominant (18 élus), les milieux enseignants sur-représentés, se subdivisent en 4 sous-ensembles. Avec L'Hévéder et Le Bourgo, les professeurs lorientais issus de la toute première vague d'élus se singularisent par leur position sociale élevée dans les années 30. A la Libération, le réseau socialiste des instituteurs concentre la majorité des postes. Le Coutaller, Le Moënic, Kergaravat sont porteurs d'autres ressources politiques par leurs audiences dans les réseaux syndicaux et laïques, voire de filières politiques extérieurs au milieu socialiste (radicaux, mouvements de résistance). Dans la foulée de la victoire à Lorient en 1967 de Le Moing (devenu directeur du CIO), s'implante entre 1976 et 1982 une nouvelle génération d'instituteurs en voie d'ascension sociale, ancrés sur les matrices laïques dans un contexte d'unification des gauches (Le Bris, Ollivier, Le Bec, Le Normand). Le dernier type d'élus correspond à la translation sociale vers les professeurs du secondaire ayant intégré l'inversion du rapport social à la religion (Le Rohellec, Texier), même si les enseignants laïques prédominent encore (Moëc, Chadouteau, Métairie, Lemarre). L'absence des universitaires (20 % des conseillers généraux socialistes bretons), la fissure des réseaux de la laïcité, la polarisation vers le technique ou vers les postes de direction se superposent aux traditionnelles interrogations sur les enjeux syndicaux, qui seraient à creuser. La question de l'implantation socialiste en milieu agricole est centrale dans l'inclination au conservatisme du Morbihan. Avec seulement 3 élus (Bigno en 1945, Le Priol en 1964, Le Droguen en 1988), issus de lieux et de générations différents, la part réduite des élus d'origine agricole traduit les difficultés de pénétration socialiste des milieux paysans. Les parcours de ces élus, venus du radicalisme ou affichant difficilement par intermittence leur appartenance au milieu socialiste, dénotent la fragilité des liens existant dans le domaine rural. L'ancrage à droite de l'assemblée départementale procède de l'échec de la SFIO et du PS à se rapprocher réellement des réseaux syndicaux, alors que dans les autres départements, les leaders de la CGA (Tanguy-Prigent, Le Guyader) et des CDJA, formés à la JAC (Thareau, Chopier, Le Floc'h, Dauphin) passent en politique au PS sur la base d'élections au conseil général. Le verrouillage à droite des filières syndicales empêche l'émergence de leaders de gauche (Guénanten) qui ne l'emportent pas dans leurs cantons respectifs, en dépit d'un rayonnement individuel certain (Le Guern, maire de Lanvénegen 1977-2001).

Trace du « modèle génétique » (Angelo Panebianco) aux origines de l'implantation originelle du socialisme dans le Morbihan, l'ancrage ouvrier (6 élus) émane des élites ouvrières lorientaises, excepté Rouxel issu du monde ouvrier chrétien, mobilisé autour des filières CFDT dans l'orbite des catégories populaires de Redon. Il faut cependant attendre 1979 pour trouver des conseillers généraux PS, chefs de travaux de l'Arsenal (cadres ouvriers). Le bastion lorientais<sup>20</sup> s'appuie sur des relais professionnels archétypaux (pluralisme des parcours syndicaux CGT, FO et CFDT ; section de Lorient avec un cœur populaire articulé autour du GSE). On repère aussi des élus issus de classes ouvrières supérieures travaillant sur Lorient mais implanté ailleurs politiquement (Berthy, Guilloux).

Le faible poids de Vannes et de Lorient au conseil général freine le groupe des gauches jusqu'en 2004, tout comme la part relative des catégories supérieures et des artisans/commerçants. Contrairement aux idées reçues, les artisans sont une niche militante forte dans la SFIO, souvent impensée dans la sociologie militante, or seul le garagiste Montmayeur possède ce profil. La figure classique du notable échappe aussi aux réseaux seconds socialistes, hormis durant la première moitié du siècle, où les médecins du peuple (Lessien, Thomas) conquièrent leurs sièges sur des bases personnelles, nouant des rapports

---

<sup>20</sup> Martial Lévy et Luc Stéphano, *Le pays de Lorient, bastion socialiste du Morbihan*, DEA, Rennes 1, 1980.

politiques très lâches avec les milieux socialistes (dissidence vers le RPF pour le second). Les entrepreneurs industriels et coopératifs (Svob, Moysan) participent au contraire d'une réalité prégnante dans la composition sociale de la SFIO dans les années 30-50. La proportion des cadres supérieurs dans la période récente reste plus limitée que dans les autres départements, y compris au niveau des collaborateurs ou responsables publics des collectivités territoriales (Gall, Pellois, Laurent, Moëlo, Le Meur).

La victoire de Lemarre à Ploërmel en 2004 dans une terre hautement conservatrice révèle un passage ralenti à la parité par rapport aux autres scrutins. L'absence des femmes<sup>21</sup>, conforme au scrutin notabiliaire qui polarise les enjeux locaux, procède de l'exclusion liée aux processus de sélection des candidatures. Les réseaux démocrate-chrétiens et communistes sont plus précoces dans la mise en avant des conseillères générales. Ainsi, les 36 élues en Bretagne (à peine 10 % du corpus total)<sup>22</sup> émergent pour les 2/3 depuis la fin des années 90. Le Finistère et la Loire-Atlantique se singularisent avec 26 élues (poids des cantons urbains), mais le Morbihan se détache peu de l'Ille-et-Vilaine et des Côtes d'Armor où les femmes sont circonscrites à 4 cantons.

Le critère de l'âge dégage des vagues générationnelles, isolant des réseaux de relations. Sur l'ensemble du siècle, l'âge moyen est de 48 ans pour la prise de fonction et 58.5 ans pour la sortie de mandat. Le rajeunissement des sorties politiques semble spécifique à la fois par rapport aux autres fonctions électives et aux conseillers généraux des autres formations. Les fenêtres générationnelles révèlent 4 cohortes d'élus qui entrent dans le monde des élus à la trentaine en 1936 (donc 40-45 ans à la Libération<sup>23</sup>). La relève générationnelle est sensible pour les 12 élus de la période 1976-94 (entre 45 et 58 ans, ils sont nés dans l'après-guerre), au contraire de la notabilisation de la période actuelle avec des élections au-delà des 50 ans<sup>24</sup>. De fait, les matrices d'entrées en politique répercutent les ondes de politisation qui façonnent les pyramides des âges des adhérents socialistes bretons (cycle 1936-45 ; années 68 ; génération Mitterrand). Les élus nés entre 1930 et 1950 fournissent 38% des élus, circonscrits à 5 élections (1976-88) : c'est la génération Le Drian, appréhendée comme un réseau générationnel, à savoir la formation partagée d'individus ayant évolué et vécu les mêmes matrices d'événements, ouvrant la possibilité de se côtoyer dans les lieux de militance. Le passage de relais des fondateurs du cycle d'Epinais s'avère un enjeu essentiel de la continuation du modèle des réseaux socialistes bretons<sup>25</sup>.

Dans les cursus politiques, le conseiller général est habituellement assimilé au notable qui cumule les mandats, mais dans ce cas précis, les interactions avec les filières partisans<sup>26</sup> semblent moins marquées. Le délaissement de l'échelle cantonale par les dirigeants s'oppose aux trajectoires ascendantes et au désir de contrôle des ressources politiques, affichés par les chefs de file du socialisme en Bretagne. Décisif dans les carrières parlementaires, le cumul des mandats est démultiplié pour les conseillers généraux qui investissent les listes des Régionales dès 1986. Prégnant dans les années 30, le poids des parlementaires et des cadres partisans dans le Morbihan décline dès la Libération, phénomène perpétué depuis. Spécificité

---

<sup>21</sup> François Prigent, « Un réseau d'un autre genre. Les femmes socialistes dans le Morbihan (1907-2007) », in *Atala*, n°11, mars 2008.

<sup>22</sup> Les circuits politiques professionnels (5 parlementaires, aspiration au national de ce vivier, 6 assistantes parlementaires ou femmes d'élus) coexistent avec des personnalités des milieux associatifs ou culturels. Le renouvellement par le genre accélère les carrières lors de victoires sur des caciques (Geffroy, Le Loch, Seyse).

<sup>23</sup> On observe une dichotomie entre les militants entrés à la SFIO en 1936 et les notables radicaux, plus expérimentés, intégrés à la SFIO entre 1945 et 1947.

<sup>24</sup> Les sorties (1/3 au-delà de 63 ans) reflètent les coupures dans l'implantation, le maintien d'élus émergeant dès 1977. Les décès en cours de mandat se soldent par des défaites (Le Bourgo, Svob, Jégouzo).

<sup>25</sup> François Prigent, « Les trajectoires socialistes face aux enjeux de la modernité. Identités et réseaux du PS en Bretagne (1968-2004) », colloque du BREIS, *Les socialistes dans l'Ouest*, 15 septembre 2006. A paraître.

<sup>26</sup> Cf. « Les filières au sein des réseaux », en conclusion du Dossier.



du corpus, la disjonction opérée avec le vivier des conseillers régionaux, recrutés sur d'autres logiques dans le Morbihan. Hormis Le Coutaller et Le Drian, la tradition de la séparation lorientaise des mandats (maire/député) est prolongée avec des réseaux d'élus étanches, offrant une place prépondérante aux adjoints, avec une spécialisation des tâches du conseiller général. Ce désintérêt est à nuancer, Le Drian et Giovannelli menant leurs premiers combats politiques lors des cantonales de 1976, décisives dans le lancement de leurs carrières parlementaires.

### **Pour une lecture par les réseaux des milieux socialistes**

L'approche récente par les réseaux du phénomène politique, souffre d'un déficit de modélisation graphique. Une fois établie la liste des réseaux investis et captés par les espaces socialistes, l'analyse collective des trajectoires peut servir de socle à une tentative de formalisation d'une galaxie en expansion, nouant des rapports multiples dans le temps avec des organisations imbriquées et/ou contrôlées par le milieu socialiste. La représentation peut prendre la forme d'une cible qui se lit dans le temps (à la manière des cernes d'un arbre), établissant des gerbes de cohérence entre les réseaux inscrits dans 4 cadrans séparés. Ces cercles concentriques représentent la multiplicité des réseaux socialistes, myriade de filières associées, imbriquées et/ou mobilisées. Le 1<sup>er</sup> quart de la « cible » correspond au cœur du milieu socialiste, à savoir la structuration partisane. Succession de réseaux militants qui se redéplient, la souplesse organisationnelle autorise la longévité séculaire de l'organisation socialiste. A l'extérieur du noyau socialiste, la configuration intègre les relations entretenues avec les autres formations politiques. Ce cadran « organisation partisane » combine les matrices politiques repérées pour les 37 conseillers généraux du Morbihan : origines des engagements des militants issus d'autres partis (radicaux, PC, MRP, PSU), capital politique familial (filiations socialistes), filières militantes internes (responsabilités dans la fédération ou les sections), réseaux d'élus (adjoints, FDSER, plate-forme d'opposition au conseil général), réseaux socialistes spécifiques et homogènes (socialisme municipal, secrétaires de mairies)... Le second axe recoupe les enjeux socialistes à l'intérieur des mondes syndicaux, problématique centrale mais peu exploitée dans l'analyse des réseaux socialistes. Les matrices d'adhésion socialistes<sup>27</sup> révèlent des ancrages professionnels majeurs, matérialisés par la place des filières syndicales dans les parcours individuels et l'enjeu des liens établis avec les différents réseaux syndicaux (choix multiples des partenaires au cours du temps et selon les lieux). Il s'agit d'évaluer les liens entre le parti et les militants d'une part et les syndicats de l'autre : filières ouvrières (CGT, FO, CFTC/CFDT), syndicalisme de l'éducation (SNI, FEN, FEP-SGEN, UNEF, AGER), syndicalisme paysan (CNP, CGA, CDJA, FDSEA, CP). L'existence de réseaux professionnels fortement structurés est aussi à prendre en compte : emploi industriel (Arsenal), notabilités (professions libérales), monde enseignant (IGEN, chef d'établissement), univers rural (sociabilités agricoles, fermes modèles, chambre d'agriculture), fonctions métropolitaines (direction de services, collectivités territoriales)... Le 3<sup>e</sup> axe questionne les mouvements sociétaux, car les partis politiques se nourrissent des milieux avancés, participant aux différentes formes du mouvement social, des mouvements sociaux. La nature du contrôle socialiste sur l'ensemble de ces structures rend complexe au niveau des sources la perception des itinéraires politiques au sein de ces milieux, mobilisés en faveur des réseaux socialistes. Les mondes associatifs, comme les filières anticléricales (FOL, patronages, CDAL, AL, FCPE) ou les réseaux culturels (sport<sup>28</sup>, musique, loisirs, organismes culturels) sont très différents des sociabilités ouvrières à l'instar des réseaux coopératifs (y

---

<sup>27</sup> De l'opposition des deux socialismes à la pratique socialiste des rapports avec les filières parties prenantes du milieu partisan, la lecture de la charte d'Amiens sert de matrice des réseaux socialistes. Gilles Morin, « Les socialistes et la société française. Réseaux et milieu (1905-1981) », in *Vingtième Siècle*, n° 96, 2007.

<sup>28</sup> François Prigent, « Football, argent et socialisme. En Avant de Guingamp, des institutrices laïques à Didier Drogba (1912-2003) », in *Histoire et Sociétés*, n°18-19, juin 2006.

compris AJ ou FJT), des organismes de gestion de la protection sociale (Sécu, CAF, AF, CSF, MGEN, MAIF)... Le 4<sup>e</sup> cadran suppose de lister la nature des engagements idéologiques. Au-delà des stratégies politiques et des querelles de leadership, un parti se conçoit d'abord comme un instrument de production d'une intelligence collective, basée sur des convictions partagées qui fondent l'identité partisane. La coexistence d'une multiplicité de courants de pensée à travers le siècle socialiste se vérifie par la spécificité des réseaux chrétiens de gauche, comme les organisations de jeunesse (JAC, JEC, JOC, MRJC) et les mouvements du christianisme social (MLP, CSF, Vie Nouvelle), alors que vu du versant laïque, les engagements intellectuels dans les filières humanistes, les sociétés secrètes ou autres cercles d'influences (LDH, Libre-Pensée, franc-maçonnerie...) participent de la construction d'un itinéraire. Il faut aussi saisir le sens des engagements dans des réseaux<sup>29</sup>, qu'ils correspondent à des moments post-matérialistes (décolonisation, féminisme, écologie, régionalisme...), des réponses circonstanciées aux expériences des guerres (anciens combattants, résistance, opposition à la guerre d'Algérie...) ou des événements structurants de la culture politique de gauche (1936, 1945, 1968, 1981, années Jospin, 2004 pour la Bretagne, voire le choc du 21 avril 2002 ou du 6 mai 2007 plus récemment).

Il n'est pas possible de publier ici ce modèle de représentation graphique des réseaux, au cœur de la communication orale présentée durant la journée d'études, qui reste encore à améliorer pour intégrer les dynamiques d'évolution (dont les ruptures), le poids numérique des sous-ensemble, les liens existant entre ces réseaux...

### Tableau Récapitulatif

\*Notices de la nouvelle série du *Maitron (1945-1968)*, *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier et du Mouvement Social*, Claude Penetier (dir).

Cantons	Mandats	Elus	Conquête	Durée	Elus
Hennebont	5	3	1898	31	Lessien Thomas* Berthy
Pont-Scorff	4	2	1929	17	L'Hévéder Laurent
Lorient 1	3	3	1928	18	Svob Métairie
Lorient 2	6	3	1930	31	LeBourgo Moysan* Le Moing*
Ploemeur	3	2	1982	15	Jégouzo Le Meur
Lorient Nord	4	2	1982	22	Scanvic Jétain
Lorient Sud	4	1	1982	28	Le Normand
Gourin	2	2	1945	10	Le Coutaller Kergaravat*
Guémené-sur-Scorff	3	3	1945	17	Montmayeur* Le Bris* Moëlo
Plouay	4	1	1949	21	Le Moënic*
Cléguérec	3	3	1945	19	Bigno* Moëc Guilloux
Baud	4	3	1964	24	Le Priol* Ollivier* Le Bec
Vannes Ouest	2	2	1976	12	Le Rohellec* Gall*
Allaire	1	1	1976	6	Rouxel*
Elven	1	1	1988	6	Le Droguen
Guer	2	1	1994	14	Chadouteau
Vannes Est	2	1	1998	12	Pellois
La Roche B.	1	1	1998	6	Texier*
Pontivy	1	1	2004	6	Le Dorze
Ploërmel	1	1	2004	6	Le Marre
Rochefort en Terre	1	1	2004	6	Hervieux

<sup>29</sup> Voir « Réseaux et identités militantes », en conclusion du Dossier.